



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du mardi 30 janvier 2024

Nombre de membres en exercice : 27
Nombre de présents : 22
Nombre de votants : 24

Date de la convocation : 23 janvier 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le mardi trente janvier à quatorze heures et trente minutes, les membres de la Communauté de Commune du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de la Maison des Initiatives et des Services, 22-24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Martine FARRAS (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage), M. Richard GUERIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-le-Chapus), M. Philippe BIARD (Bourcefranc-le-Chapus), Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-le-Chapus), Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-le-Chapus), M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-le-Chapus), M. Patrice BROUHARD (Le Gua), M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua), M. Stéphane DELAGE (Le Gua), M. Jean-Lou CHEMIN (Saint Just Luzac), Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BEGU (Saint Just Luzac), Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle sur Seudre), M. François SERVENT (Nieulle sur Seudre), M. Joël PAPINEAU (Saint Sornin)

Excusés ayant donné un pouvoir :

Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua) à M. Stéphane DELAGE (Le Gua), M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint Just Luzac) à Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BEGU (Saint Just Luzac)

Absents excusés :

Mme Frédérique LIEVRE (Marennes-Hiers-Brouage)

Absents :

M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-le-Chapus)

Secrétaire de séance : M. François SERVENT

Convention-cadre relative à la surveillance et à la maîtrise foncière
avec la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural
(SAFER) Nouvelle-Aquitaine

*Protection et mise en valeur de
l'environnement*

Monsieur Patrice BROUHARD, Président, expose :

La SAFER est un partenaire privilégié des collectivités pour de nombreux projets. Ses grandes missions sont définies par les articles L. 141-1 et L 111-2 du Code rural et de la pêche maritime : « Dynamiser l'agriculture et la forêt », « Accompagner le développement local », « Participer à la protection de l'environnement », Assurer la transparence du marché foncier rural ».

La SAFER accompagne les collectivités dans de nombreux projets ayant une dimension foncière, dont l'installation de porteurs de projets, les restructurations parcellaires, le développement économique, la préservation des milieux humides, les projets alimentaires territoriaux. Elle peut mobiliser des outils relatifs à la connaissance du foncier (dont Vigifoncier), à la maîtrise du foncier et à sa gestion.

Parallèlement, la Communauté de Communes porte de nombreux projets pour lesquels la maîtrise et/ou la gestion de foncier sont indispensables : Projet Seudre, Opération Grand Site Marais de Brouage, Projet Alimentaire Territorial, Développement économique, Accueil des Gens du Voyage... La CCBM sollicite régulièrement les conseils de la SAFER Nouvelle-Aquitaine et souhaiterait pouvoir mobiliser son expertise et les outils dont elle dispose.

Afin de formaliser un partenariat avec la SAFER Nouvelle-Aquitaine permettant de solliciter ses différents services pour les projets de la CCBM, la signature d'une convention cadre est proposée. Elle fixe le cadre d'intervention et ses modalités. La rémunération de la SAFER ne portera que sur les services effectivement mobilisés par la CCBM, suivant les modalités prévues dans la convention. Les communes de la CCBM pourront également solliciter à titre individuel les services de la SAFER via une lettre de mission faisant référence à la Convention-cadre CCBM-SAFER. Elles en supportent les frais associés le cas échéant.

La convention-cadre permettra de solliciter les services suivants :

- *Etude préalable et animation foncière*
- *Evaluation de biens*
- *Accompagnement dans la procédure d'appréhension des biens sans maîtres*
- *Animation d'un groupe foncier territorial et mise à disposition du Système d'Information sur la Transmission et l'Installation en Agriculture (SINTIA)*
- *VIGIFONCIER*
- *Mobilisation du droit de préemption de la SAFER*
- *Négociation foncière et recueil de convention pour le compte de la CCBM*
- *Constitution de réserve foncière*
- *Echange et stockage de biens*
- *Gestion foncière de biens.*

Une annexe à la Convention-cadre intitulée « Conditions d'utilisations de VIGIFONCIER » est proposée. Elle permet à la CCBM et aux communes de la CCBM d'accéder, sur leurs territoires respectifs, à cet outil de surveillance et d'alerte sur les mutations foncières de leur territoire. Le coût annuel de ce service est de 3 000 € TTC pour l'ensemble de la CCBM et des communes membres.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu le projet de convention-cadre relative à la surveillance et à la maîtrise foncière ;

Vu l'annexe « Conditions d'utilisations de VIGIFONCIER » ;

Vu l'avis favorable de la Commission Zones Humides du 10 janvier 2024,

Après avoir entendu l'exposé du Président et après en avoir délibéré,

DECIDE

- D'approuver les termes de la convention-cadre relative à la surveillance et à la maîtrise foncière et son annexe « Vigifoncier » avec la SAFER Nouvelle-Aquitaine ;
- D'autoriser Monsieur le Président à la signer ainsi que tout document afférent ;
- D'inscrire les dépenses au budget de l'année 2024.

ADOpte A L'UNANIMITE

Pour : 24

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président
Patrice BROUHARD



Le Secrétaire de séance
François SERVENT

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke.